

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-05 du 2 février 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis et l'Union européenne tiennent la cinquième ministérielle du TTC à Washington
2. L'accord sur les chaînes d'approvisionnement de l'IPEF entrera en application le 24 février
3. Le Sénat avance sur la confiscation des avoirs souverains russes gelés
4. L'administration annonce le rétablissement de sanctions à l'égard du Venezuela

Climat – énergie – environnement

5. L'administration Biden annonce une pause concernant les autorisations nouvelles d'exportation de gaz naturel liquéfié
6. L'administration Biden annonce 254 M\$ pour décarboner l'industrie et revitaliser la production américaine
7. L'EPA communique sur les contrôles menés afin de lutter contre les importations illégales de HFC

Transport et infrastructure

Brèves

Industrie

Brèves

Distribution et divertissement

8. Walmart annonce l'ouverture de 150 magasins aux États-Unis sur les cinq prochaines années

Agriculture et industrie agroalimentaire

9. Bayer est condamné à verser 2,25 Md\$ dans une affaire de cancer lié à l'utilisation du glyphosate

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis et l'Union européenne tiennent la cinquième ministérielle du TTC à Washington

Les Vice-Présidents exécutifs de la Commission européenne Margrethe Vestager, en charge de la concurrence, et Valdis Dombrovkis, en charge du commerce, ainsi que le Commissaire au marché intérieur, Thierry Breton, se sont [rendus](#) à Washington le 30 janvier, à l'occasion de la cinquième réunion ministérielle du Conseil commerce et technologies (Trade and Technology Council, TTC) entre les États-Unis et l'Union européenne. Le Secrétaire d'État Antony Blinken, la Secrétaire au Commerce Gina Raimondo, et la Représentante au Commerce (USTR) Katherine Tai représentaient les États-Unis.

La réunion n'a pas donné lieu à une communication conjointe comme cela avait été le cas des précédentes ministérielles [voir [Brèves sectorielles du 2 juin 2023](#)], mais était destinée à préparer de possibles livrables pour la sixième ministérielle, qui se tiendra en Belgique avant la tenue des élections présidentielles américaines et des élections européennes. Lors d'une déclaration précédant la ministérielle, A. Blinken et M. Vestager ont [constaté](#) les progrès de la coopération économique transatlantique permis par le TTC depuis sa création en 2021. Le Secrétaire d'État américain a mentionné l'« alignement des standards technologiques, le renforcement de la résilience des chaînes d'approvisionnement, le lutte contre le contournement des sanctions et les mesures de contrôle export contre la Russie, la lutte contre certaines pratiques non-marchandes de la Chine, ainsi que l'action contre la coercition économique ». M. Vestager a quant à elle évoqué le travail accompli sur les semi-conducteurs et la possibilité de futures coopérations sur l'informatique quantique.

Selon le communiqué de presse de la Maison-Blanche, les discussions entre les États-Unis et l'Union européenne se sont concentrées sur les sujets relatifs à la sécurité économique, évoquant l'importance d'opérer un « *de-risking* et de diversifier [les] économies, de construire des chaînes d'approvisionnement résilientes, d'employer des mécanismes de filtrage des investissements sortants afin de sauvegarder les technologies liées à la sécurité nationale, d'améliorer et de mieux coordonner [les] régimes de contrôle export afin d'empêcher l'exploitation des technologies à double usage, et de contrer conjointement l'utilisation de la coercition économique et de pratiques non-marchandes par des acteurs autoritaires ». Sur le volet technologies émergentes, le communiqué mentionne des discussions sur l'intelligence artificielle et la 6G.

Dans un communiqué résumant un entretien bilatéral du 29 janvier entre K. Tai et V. Dombrovskis, le Bureau de l'USTR a [indiqué](#) que ces derniers avaient « discuté de stratégies afin d'avancer sur les négociations d'un Arrangement global sur l'acier et l'aluminium

durables et d'un Accord sur les minéraux critiques ». K. Tai et V. Dombrovskis ont aussi rappelé l'« importance de la réforme de l'OMC », alors que la 13^e Conférence ministérielle de cette organisation doit se tenir à partir du 26 février à Abu Dhabi. Le 31 janvier, la Secrétaire au Trésor américaine Janet Yellen s'est également [entretenu](#) avec M. Vestager et V. Dombrovskis, avec lesquels elle a évoqué la collaboration entre les États-Unis et l'UE pour soutenir l'Ukraine dans sa lutte contre l'invasion russe et priver la Russie des moyens de poursuivre la guerre.

En marge de la ministérielle du TTC, un évènement à destination des parties prenantes a été organisé dans le cadre de l'Initiative transatlantique sur le commerce durable (Transatlantic initiative on sustainable trade, TIST). Dans un message pré-enregistré adressé aux participants, l'USTR K. Tai a notamment [évoqué](#) la tenue d'un atelier sur les droits des travailleurs et la transition juste, rappelant un message clé de l'administration Biden selon lequel « quand nous pensons changement climatique, nous pensons à des emplois de qualité ».

Enfin, une table ronde a été organisée sur les chaînes d'approvisionnement en semi-conducteurs moins avancés, qui a permis aux acteurs de l'industrie et aux officiels américains et européens de discuter de la manière d'améliorer la résilience et la transparence de ces approvisionnements et de lutter contre les pratiques non-marchandes de pays tiers qui génèrent des dépendances excessives dans ce secteur.

2. L'accord sur les chaînes d'approvisionnement de l'IPEF entrera en application le 24 février

Le Département du Commerce a [annoncé](#) le 31 janvier que l'accord relatif à la résilience des chaînes de valeur, conclu en mai dernier par les États-Unis et 13 pays partenaires du Cadre économique indopacifique (Indo-Pacific Economic Framework, IPEF) [voir [Brèves sectorielles du 2 juin 2023](#)], entrerait en application le 24 février prochain. À ce stade, cinq pays (Fiji, Inde, Japon, Singapour et États-Unis) ont déposé leur instrument de ratification de cet accord.

Le communiqué du Département du Commerce précise que les États-Unis et leurs partenaires se concentreront dans les mois à venir sur l'établissement des trois entités créées par cet accord : le Conseil sur les chaînes d'approvisionnement ; le Réseau de réponse aux crises dans les chaînes d'approvisionnement ; et le Conseil consultatif sur les droits des travailleurs. D'après le communiqué, les représentants qui siégeront dans ces trois nouvelles structures devront être identifiés avant le 25 mars prochain, leurs Présidents sélectionnés avant le 24 avril et leurs termes de référence adoptés avant le 23 juin. De plus, chaque pays de l'IPEF disposera de 120 jours à compter de l'entrée en application de cet accord pour identifier et communiquer aux autres membres la liste des secteurs et biens critiques qu'il aura identifiés comme cibles d'action aux termes de l'accord. Enfin, avant le 22 août prochain, des lignes directrices

devront avoir été développées pour la mise en œuvre du mécanisme d'enquête mis en place par l'accord et visant à notifier et résoudre les problèmes liés au non-respect des droits des travailleurs dans des entreprises spécifiques.

3. Le Sénat avance sur la confiscation des avoirs souverains russes gelés

La Commission des affaires étrangères du Sénat a [adopté](#) le 24 janvier une nouvelle version de la proposition de loi Rebuilding Economic Prosperity and Opportunity (REPO) for Ukrainians Act, [introduit](#) en juin dernier au Sénat par S. Whitehouse (D-Rhode Island) et J. Risch (D-Idaho), ainsi qu'à la [Chambre](#) par M. McCaul (R-Texas) et M. Kaptur (D-Ohio). Cette nouvelle version de la proposition de loi vise à conférer au président des États-Unis le pouvoir de confisquer et transférer les actifs souverains russes gelés aux États-Unis au profit de l'Ukraine. Revêtant une dimension bipartisane, le texte a fait l'objet de 20 votes « pour », seul le sénateur républicain R. Paul (R-Kentucky) s'y étant opposé. Le président de la Commission des affaires étrangères du Sénat, Ben Cardin (D-Maryland), a indiqué que ce mécanisme de transfert prévu par le REPO for Ukrainians Act n'avait pas vocation à se substituer au soutien budgétaire américain à l'Ukraine, toujours en cours de négociation au Congrès. Le projet de loi doit à présent faire l'objet d'un vote en format plénier au Sénat et suivre une trajectoire parallèle à la Chambre des représentants, où il n'a pas encore fait l'objet d'un vote au sein de la Commission des affaires étrangères.

4. L'administration annonce le rétablissement de sanctions à l'égard du Venezuela

Le Département américain d'État (DoS) a [annoncé](#) le 30 janvier la suspension de deux licences générales autorisant la réalisation de certaines transactions avec le Venezuela. Publiées en octobre dernier par le Département américain du Trésor à la suite de l'accord de la Barbade conclu entre Washington et Caracas, les licences générales 43 et 44 autorisaient respectivement (i) la réalisation de transactions avec la société aurifère vénézuélienne Minerven et (ii) les transactions dans le secteur du pétrole et du gaz vénézuéliens [voir [Brèves sectorielles du 20 octobre 2023](#)]. La première licence n'ayant pas de date d'échéance, elle est [suspendue](#) depuis le 29 janvier par l'OFAC. La seconde doit échoir le 18 avril prochain et le communiqué du DoS annonce qu'elle ne sera pas renouvelée par l'administration américaine. Cette annonce fait suite à la décision rendue le 26 janvier par la Cour suprême vénézuélienne déclarant inéligible la candidate de l'opposition María Corina Machado dans la perspective des prochaines élections présidentielles au Venezuela.

Brèves

- Dans une lettre en date du 28 janvier, un groupe de sept sénateurs démocrates, dont Elizabeth Warren (D-

Massachusetts), Bernie Sanders (D-Vermont) et le Président du sous-comité sur les affaires bancaires Sherrod Brown (D-Ohio), ont [appelé](#) la Secrétaire au Commerce Gina Raimondo à ne pas octroyer le statut d'économie de marché au Vietnam, citant les « effets dommageables » pour les travailleurs américains d'un tel changement de statut de ce pays, dont ils soulignent les liens forts avec la Chine. Le Département du Commerce a commencé une révision du statut d'économie non marchande du Vietnam en octobre dernier, après que ce pays en a fait la demande en septembre [voir [Brèves sectorielles du 15 septembre 2023](#)]. Le statut d'économie non marchande du Vietnam implique notamment qu'il est actuellement traité plus sévèrement dans le cadre de la mise en œuvre des instruments de défense commerciale américains.

- Le 29 janvier, le Département d'État a [annoncé](#) la nomination de Chad Bown au poste de chef économiste. C. Bown était senior fellow au think tank Peterson Institute depuis 2016, après avoir exercé les fonctions d'économiste senior successivement au Council of Economic Advisors (CEA) de la Maison-Blanche et à la Banque Mondiale.
- Le 31 janvier, la Représentante au Commerce américaine (USTR) Katherine Tai a [annoncé](#) qu'elle mettrait en œuvre les recommandations formulées par le Government Accountability Office (GAO) dans un rapport [publié](#) le même jour sur les règles d'origine pour les automobiles de l'accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA). Le GAO appelle l'USTR à coopérer avec les membres du Comité interagences sur l'automobile, créé en 2020 par la loi de mise en œuvre de l'USMCA (USMCA Implementation Act) et présidé par l'USTR, afin de développer des lignes directrices définissant la manière dont ce Comité contrôle les progrès accomplis dans la mise en œuvre de ces règles d'origine. Ces règles sont un sujet de discorde entre les trois pays membres de l'USMCA : en décembre 2022, le premier panel mis en place dans le cadre du mécanisme de règlement des différends de l'USMCA avait [conclu](#) que la manière dont les États-Unis les mettaient en œuvre était contraire aux dispositions de l'accord.
- Le 29 janvier, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#), en coordination avec le Royaume-Uni, onze individus accusés de faire partie d'un réseau de répression agissant au profit du ministère iranien du renseignement et de la sécurité.
- Le 29 janvier, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) le propriétaire de la banque irakienne Al-Huda, suspectée de financer des activités terroristes et de blanchiment d'argent. Le FinCEN a en parallèle [publié](#) une règle destinée à interdire aux institutions et agences financières américaines d'ouvrir ou de maintenir un compte de correspondance au sein de cette banque.

- Le 30 janvier, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) trois individus accusés de soutenir les activités de l'État islamique.
- Le 31 janvier, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) trois entités accusées de contribuer à des activités de déstabilisation au Soudan.
- Le 31 janvier, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) trois entités et un individu accusés d'apporter un soutien au Corps des gardiens de la révolution islamique iranien.
- Le 31 janvier, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) deux entités accusées de soutenir la junte militaire en Birmanie.

Climat – énergie – environnement

5. L'administration Biden annonce une pause concernant les autorisations nouvelles d'exportation de gaz naturel liquéfié

Le 26 janvier, la Maison-Blanche a [indiqué](#) opérer une pause temporaire concernant les autorisations nouvelles d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL). Le communiqué indique que cette pause durera pendant le temps nécessaire au Département de l'Énergie (DoE) pour mettre à jour la procédure d'autorisation qui n'a pas été révisée depuis 5 ans. Cette révision doit permettre de tenir compte des évolutions du marché du gaz (production, exportations et prix) et des examens des impacts des émissions de gaz à effet de serre. Le communiqué souligne la nécessité d'appréhender les approvisionnements à long terme et la participation du méthane au réchauffement climatique.

La Maison-Blanche indique que i) les États-Unis sont le premier exportateur de GNL au monde, ii) la pause temporaire n'aura pas de conséquence à court terme et iii) les capacités d'exportation de GNL des États-Unis devraient doubler d'ici 2030. Le communiqué indique explicitement que la décision ne remet pas en question le travail entamé avec l'Union européenne en vue de garantir des volumes de GNL et de participer à la sécurité d'approvisionnement de l'Europe : « les États-Unis ont assuré – et continueront d'assurer – les livraisons à leurs alliés ».

Le reste du communiqué poursuit sur le déni climatique des Républicains du Congrès, puis plus largement sur les accomplissements climatiques de l'administration Biden. Sont notamment soulignés les investissements climatiques au moyen de l'Inflation Reduction Act (IRA) et de la loi bipartisane pour les infrastructures (BIL), les règlements sur les émissions de méthane des champs pétroliers et gaziers que l'Agence de protection de l'environnement (EPA) a finalisés, la protection de la biodiversité, l'accélération des procédures pour les permis des projets liés aux

énergies propres ou encore l'utilisation du budget de la Défense afin d'augmenter la production aux États-Unis des technologies essentielles aux industries propres.

6. L'administration Biden annonce 254 M\$ pour décarboner l'industrie et revitaliser la production américaine

Le 25 janvier, le Département de l'Énergie (DoE) a [communiqué](#) à propos des investissements de l'administration Biden pour la décarbonation du secteur industriel. 171 M\$ ont été attribués à 49 projets dans 21 États afin de réduire les émissions industrielles de gaz à effet de serre et accélérer le développement de technologies novatrices de décarbonation. Le DoE a également annoncé que les candidatures sont ouvertes pour des financement à hauteur de 83 M\$ additionnels. Cette enveloppe est disponible pour des projets visant à réduire les émissions des secteurs industriels difficiles à décarboner, secteurs qui représenteraient environ 30 % des émissions totales de CO₂ aux États-Unis.

La possibilité de financement pour les industries à forte intensité énergétique et à émissions (IEEE) sera axée sur la recherche et le développement appliqués pour les sous-secteurs industriels les plus émetteurs de GES, notamment : les produits chimiques et les carburants ; le fer et l'acier ; la nourriture et les boissons ; les matériaux de construction et d'infrastructures (y compris le ciment, le béton, l'asphalte et le verre) ; et les produits forestiers. Ensemble, ces industries représentent plus de 65 % des émissions de la fabrication industrielle aux États-Unis.

7. L'EPA communique sur les contrôles menés afin de lutter contre les importations illégales de HFC

Le 29 janvier, l'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [annoncé](#) qu'elle avait conclu un règlement judiciaire avec Open Mountain Energy pour tentative d'importation illégale d'hydrofluorocarbures (HFC). Il s'agit de la dernière action d'une série de mesures prises récemment par l'EPA à l'encontre d'importateurs de HFC.

Les HFC sont des gaz à effet de serre dont le potentiel de réchauffement de la planète est des centaines voire des milliers de fois plus élevé que celui du CO₂. Dans le cadre de l'affaire Open Mountain Energy, l'EPA a empêché l'importation aux États-Unis d'environ 20 tonnes de HFC illégaux. S'ils étaient libérés dans l'atmosphère, ils représenteraient l'équivalent de plus de 20 000 tonnes de CO₂, soit la même quantité de CO₂ que celle produite pour alimenter pendant un an 4 000 foyers en électricité produite à partir de charbon.

L'EPA expose dans ce communiqué un autre règlement judiciaire avec Sigma Air pour une tentative d'importation illégale de 1,7 tonnes de R-410A, un mélange de différents HFC. L'entreprise restera sur la liste de surveillance de l'EPA pour éviter les récidives.

L'EPA utilise également ses pouvoirs pour cibler les importateurs de HFC qui n'ont pas déclaré avec précision leurs quantités importées à l'EPA. Trois autres règlements judiciaires récents ont sanctionné trois entreprises distinctes pour des manquements en matière de traçabilité. Les pénalités combinées payées dans ces affaires contre Combs Investment Property, Waysmos USA et Nature Gas Import and Export Inc. dépassent les 500 000 \$.

L'amendement de Kigali au protocole de Montréal, adopté par les Nations unies en 2016, exige l'élimination progressive des HFC à l'échelle mondiale d'ici à 2036. La réalisation de cet objectif devrait permettre d'éviter +0,5 degré Celsius de réchauffement climatique d'ici la fin du siècle. En réponse à l'amendement de Kigali, le Congrès a adopté la loi bipartisane American Innovation and Manufacturing Act of 2020 qui exige la réduction progressive de la production et de la consommation de HFC de 85 % d'ici 2036.

Brèves

- Le 24 janvier, l'Agence américaine d'information sur l'énergie (US EIA) a [annoncé](#) que la production mensuelle de gaz naturel aux États-Unis avait atteint en décembre 2023 un sommet mensuel historique de 105,5 milliards de pieds cubes (soit environ 3 Md m³) par jour. Au total sur l'année 2023, la production de gaz naturel des États-Unis (hors Alaska et Hawaï) a augmenté de 3,7 % par rapport à 2022. La région des Appalaches, la région du Permien et la région d'Anadarko combinées représentaient 89 % de l'augmentation de la production. La région des Appalaches, la plus grande région productrice de gaz naturel aux États-Unis, a vu sa production augmenter grâce à l'expansion de la capacité de transport du gaz de schiste de Marcellus en Pennsylvanie et en Virginie-Occidentale.
- Le 25 janvier, l'US EIA a [indiqué](#) qu'en moyenne, les consommateurs d'électricité aux États-Unis ont subi environ cinq heures et demie d'interruptions d'électricité en 2022, soit près de deux heures de moins qu'en 2021. La baisse annuelle s'explique par la diminution du nombre d'événements majeurs en 2022 par rapport à 2021. Depuis 2013, la durée moyenne des interruptions d'électricité chaque année est restée constante autour de deux heures après l'exclusion des événements majeurs (catastrophes naturelles notamment). Les principaux événements qui causent des interruptions de courant comprennent les conditions météorologiques, les interférences de la végétation près des lignes électriques et les activités des services publics.
- Le 25 janvier, l'US EIA a [fait part](#) de ses anticipations liées au marché du charbon américain. À mesure que la consommation intérieure de charbon diminuerait à court terme, elle s'attend à ce que les exportations représentent une part plus importante de la demande totale. Ainsi, l'EIA prévoit que la consommation de charbon aux États-Unis

totalisera environ 437 millions de tonnes cette année, soit 29 % de moins qu'en 2019. Les exportations devraient représenter 19 % de la demande totale cette année et 21 % en 2025, contre 14 % en 2019. Cette reprise des exportations reflète une demande accrue de charbon américain sur les marchés étrangers, en particulier en Asie, où la consommation de charbon était en passe d'atteindre des niveaux records en 2023. Cette augmentation de la demande de charbon américain concerne principalement le charbon thermique en Europe et en Asie, où les exportateurs américains de charbon se sont emparés d'une petite part de ce marché en croissance. La demande de charbon américain a également augmenté à la suite de l'embargo en cours sur le charbon russe sur plusieurs marchés.

Transport et infrastructure

Brèves

- La FAA a [annoncé](#) la mise en service du tout premier système de simulation de tour de contrôle (Tower Simulation System) du pays, à l'aéroport international d'Austin-Bergstrom (Texas). Ce système, destiné à la formation des contrôleurs aériens, permet de simuler des scénarios de trafic aérien intégrant les éléments propres à l'aéroport, tels que sa configuration, son exploitation et son espace aérien. La FAA prévoit de déployer ce système dans 95 autres localisations à travers le pays d'ici fin 2025, entendant ainsi améliorer et accélérer ses capacités de recrutement et de formation, dans un contexte de pénurie aigüe de contrôleurs aériens.

Industrie

Brèves

- Le 30 janvier, Dell Technologies a [notifié](#) le fabricant de semi-conducteurs Broadcom de la cessation définitive de son accord-cadre avec VMware, ancienne filiale de ce dernier, pour la distribution des produits Dell. Cette résiliation fait suite à l'[acquisition](#) de VMware par Broadcom en novembre 2023 et à la volonté de l'entreprise de changer la politique de licence des produits VMware, en supprimant les licences perpétuelles au profit d'un modèle basé sur l'abonnement.
- Le 31 janvier, la [publication](#) des résultats du premier trimestre fiscal a vu le fabricant de semi-conducteur Qualcomm enregistrer un profit de 2,8 Md\$ pour un chiffre d'affaires de 9,9 Md\$, surpassant les prévisions d'analystes du secteur.

Distribution et divertissement

8. Walmart annonce l'ouverture de 150 magasins aux États-Unis sur les cinq prochaines années

Le 31 janvier, l'entreprise Walmart a [annoncé](#) un plan d'investissement de plusieurs millions de dollars pour l'ouverture de plus de 150 magasins aux États-Unis lors des cinq prochaines années, avec la création de nouvelles surfaces ou la réhabilitation de sites vétustes. Deux ouvertures sont programmées pour le printemps, à Santa Rosa Beach (FL) et Atlanta (GA), et 12 autres sites sont déjà en cours d'élaboration. Cette annonce vient par ailleurs compléter la stratégie du groupe qui prévoit de réaménager 650 magasins à travers 47 États dès cette année, après avoir déjà investi 9 Md\$ pour la réhabilitation de 1 400 magasins sur les deux dernières années.

Cette expansion commerciale doit permettre d'endiguer la diminution du nombre d'enseignes au sein du marché américain, alors que Walmart a fermé 100 de ses 4 600 magasins en 2023, la dernière ouverture aux États-Unis remontant à l'automne 2021. L'initiative s'inscrit dans une dynamique de [croissance en 2023](#) du premier employeur privé du pays (+5 % sur le dernier trimestre par rapport à 2022), qui a par ailleurs multiplié les mesures (participation, hausse des salaires) pour ses 1,6 million de salariés.

Agriculture et industrie agroalimentaire

9. Bayer est condamné à verser 2,25 Md\$ dans une affaire de cancer lié à l'utilisation du glyphosate

Le 26 janvier, un jury convoqué par le tribunal de Philadelphie a [rendu](#) un verdict (case ID 220100337) unanime en faveur d'un ancien paysagiste, J. McKivison, qui affirmait que plus de deux ans de pulvérisation de Roundup (à base de glyphosate) l'avaient amené à développer un lymphome non hodgkinien (LNH). Le jury a estimé que Monsanto avait fait preuve de négligence et était responsable de ne pas avoir averti J. McKivison des risques de cancer liés au Roundup, lui accordant 2 Md\$ de dommages-intérêts punitifs ainsi que 250 M\$ de dommages-intérêts compensatoires.

Il s'agit du montant financier le plus élevé jamais obtenu par un plaignant dans le cadre de la controverse juridique sur la sécurité de l'herbicide Roundup.

Bayer conteste le verdict en le qualifiant d'erroné car il va à l'encontre des preuves scientifiques et des évaluations réglementaires et scientifiques mondiales. Bayer a noté que la Commission européenne a récemment réapprouvé le glyphosate pour 10 ans sur la base d'« évaluations scientifiques favorables » de

l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) et de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA). L'entreprise a également fait référence à une décision prise en novembre 2023 par la Cour d'appel américaine pour le neuvième circuit, qui a bloqué l'avertissement de risque de cancer de la Californie pour le glyphosate, ainsi qu'à des décisions de l'Agence de protection de l'environnement (EPA) et d'autres régulateurs qui ont réfuté les affirmations selon lesquelles l'herbicide est cancérigène. Bayer fera appel de ce jugement.

Même si Bayer a affirmé avoir réussi à réduire de plus de 90 % les dommages-intérêts accordés dans le cadre de jugements définitifs, la question entourant la sécurité du glyphosate reste un sujet juridique coûteux pour l'entreprise.

Depuis son rachat de Monsanto en 2018 pour 63 Md\$, Bayer a déjà dépensé 11 Md\$ pour régler plus de 100 000 affaires liées au glyphosate et a provisionné 4,5 Md\$ pour faire face à des dizaines de milliers de plaintes toujours en cours. Bayer s'est engagé à retirer cette année le Roundup du marché des particuliers américains dans le cadre de sa stratégie de gestion du risque des litiges. Ce marché représente moins de 1 % du chiffre d'affaires de Monsanto pour le Roundup, alors que les plaintes pour cancer émanent presque toutes de victimes qui affirment que des utilisations résidentielles et d'autres utilisations non agricoles sont à l'origine de leur maladie.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous [ici](#)